



*Date de dépôt : 8 mai 2026*

## **Rapport**

**de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier la proposition de motion de Dilara Bayrak, Marjorie de Chastonay, Emilie Fernandez, Julien Nicolet-dit-Félix, Céline Bartolomucci, Lara Atassi, Léo Peterschmitt, Sophie Bobillier, Louise Trottet : Condamnation par la Cour européenne des droits de l'Homme pour inaction climatique : Genève doit aussi prendre ses responsabilités**

*Rapport de majorité de Céline Zuber-Roy (page 4)*

*Rapport de minorité de Philippe de Rougemont (page 32)*

## **Proposition de motion (3016-A)**

### **Condamnation par la Cour européenne des droits de l'Homme pour inaction climatique : Genève doit aussi prendre ses responsabilités**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- la condamnation de la Suisse le 9 avril 2024 par la Cour européenne des droits de l'Homme pour inaction climatique à la suite d'une affaire portée par l'association « Les Aînées pour le climat » ;
- la reconnaissance par la Cour européenne des droits de l'Homme que le droit à un environnement sain est un droit humain ;
- la violation des articles 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et 6 (accès à la justice) de la Convention européenne des droits de l'Homme par la Suisse ;
- l'urgence climatique décrétée par le Conseil d'Etat genevois le 4 décembre 2019 ;
- l'impact du canton de Genève dans la politique climatique au niveau national,

invite le Conseil d'Etat

- à prendre en compte, de manière transversale, les considérations de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'ensemble de ses politiques, en particulier le droit à un environnement sain pour toutes et tous ;
- à adapter rapidement la politique climatique du canton ainsi que les projets de grande envergure en cours de planification afin d'intégrer les considérations de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme ;
- à établir un rapport à l'attention du Grand Conseil avec un plan d'action faisant état des modifications prévues par le Conseil d'Etat à la suite du jugement de la Cour européenne des droits de l'Homme ;

- à s’engager et tout mettre en œuvre pour respecter les objectifs climatiques cantonaux fixés par le Plan climat cantonal 2030 – 2<sup>e</sup> génération<sup>1</sup> ;
- à solliciter les moyens financiers nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en question.

---

<sup>1</sup> Plan climat cantonal 2030 – 2<sup>e</sup> génération : <https://www.ge.ch/document/plan-climat-cantonal-2030-2e-generation-0>

## RAPPORT DE LA MAJORITÉ

### Rapport de Céline Zuber-Roy

La commission de l'environnement et de l'agriculture a étudié la proposition de motion 3016 au cours des séances des 6 février et 12 mars 2026.

Les travaux se sont déroulés sous la présidence de M<sup>me</sup> Céline Zuber-Roy et de M. Lionel Dugerdil et en présence de M<sup>me</sup> Christine Hislair, secrétaire générale adjointe (DT), et, pour la première séance, de M. Philippe Royer, directeur général de l'OCEV (DT). Les procès-verbaux ont été tenus par M<sup>me</sup> Clara Veuthey et M. Jean Karim Asper. L'auteur de ce rapport remercie vivement toutes ces personnes.

#### I. Présentation de M<sup>me</sup> Dilara Bayrak, auteur, le 6 février 2026

M<sup>me</sup> Bayrak regrette que le traitement de ce texte soit aussi tardif par rapport à la date de dépôt de la motion, en avril 2024. Elle indique que la motion traite d'un sujet d'actualité, car les conséquences du réchauffement climatique se font toujours sentir. Elle déclare qu'il s'agit d'une motion qui fait écho à la condamnation de la Suisse par la CEDH. Elle explique que l'arrêt de la Cour a marqué la communauté européenne, car il génère de nouveaux principes contraignants pour l'ensemble des pays européens. Elle rappelle qu'il s'agit de la première fois qu'un Etat est condamné en raison de son inaction.

M<sup>me</sup> Bayrak affirme que la motion fait état des nouveaux principes développés par la Cour et considère les prémisses de ce qui a mené à cette condamnation pour inaction de la Suisse. Elle déclare que la motion cible Genève. Elle estime qu'il y a un réel intérêt à s'intéresser à Genève, car il s'agit de l'un des rares cantons à avoir consacré le droit à un environnement sain dans sa constitution cantonale, à son article 19. Elle indique que le principe de l'environnement sain est repris dans d'autres textes relatifs aux droits humains. Elle explique que la Suisse a été condamnée, par la CEDH, pour une violation à l'article 8 CEDH (droit au respect de la vie privée et familiale) et à l'article 6 CEDH (accès à la justice). Elle affirme qu'une violation de l'article 6 CEDH a été retenue, puisqu'aucun des tribunaux n'a analysé objectivement les griefs soulevés par les Aînés pour le climat (les recourants).

M<sup>me</sup> Bayrak se concentre ensuite sur les différentes invites. Elle indique que la première demande de proposer un véritable changement, à savoir l'élaboration d'une nouvelle grille de lecture ambitieuse relative aux politiques publiques de l'Etat de Genève. Elle explique que l'idée est de pouvoir prendre

en compte le droit à un environnement sain dans toutes les politiques publiques. Elle affirme que le but est que le droit à un environnement sain devienne une boussole permettant d'évaluer les futures actions. Elle présente la deuxième invite qui demande une adaptation de la politique climatique du canton et une révision des projets de grande envergure, en les analysant à la lumière des considérants de l'arrêt de la CEDH. Elle déclare que l'idée est également de revoir la politique climatique de manière à pouvoir assurer le droit à un environnement sain pour les projets futurs. Selon elle, cette invite représente un signal politique fort auprès du Conseil d'Etat. Elle poursuit en affirmant que la troisième invite demande l'établissement d'un rapport à l'attention du Grand Conseil, afin de permettre d'identifier quelles sont les politiques qu'il faut adapter et quels sont les changements proposés par le Conseil d'Etat, à la suite de l'arrêt de la CEDH. Elle déclare que la quatrième invite demande au Conseil d'Etat de s'engager pour tout mettre en œuvre pour respecter le Plan climat 2030. Elle rappelle que le plan climat est de deuxième génération et qu'il a déjà été revu. M<sup>me</sup> Bayrak passe à la cinquième invite qui demande au Conseil d'Etat de mettre à disposition des moyens financiers si ces derniers sont nécessaires pour mettre en œuvre les invites et les engagements climatiques pris par le canton. Selon elle, il faut que le Conseil d'Etat soit cohérent en respectant les engagements auxquels il s'est soumis et en respectant les ambitions sur lesquelles Genève a bien copieusement communiqué et obtenu l'approbation de la population.

M<sup>me</sup> Bayrak estime que cette motion est innocente. Elle pense que la motion souhaite uniquement que le droit soit respecté. Elle est ravie que ce soit la commission de l'environnement qui se charge de cet objet. Selon elle, l'arrêt de la CEDH confirme juridiquement les craintes des personnes qui se font du souci pour l'environnement mais aussi pour la santé de la population.

### *Question des commissaires*

Un député du Centre a le sentiment que Genève est loin d'être inactive en la matière. Il a le sentiment que les objectifs climatiques sont clairement définis. Il lui semble que Genève est reconnue pour une certaine qualité de vie. Il se demande ce qu'est un environnement sain et demande une définition de ce terme.

M<sup>me</sup> Bayrak est d'accord que Genève en fait déjà pas mal, mais elle peut en faire plus. Selon elle, la Suisse peut également en faire plus. Elle estime que les personnes, à Genève, souffrent du bruit et de la pollution. Elle trouve que les actions se focalisent beaucoup sur des considérations individualisées, mais que la protection de l'environnement en tant que telle n'est pas abordée. Elle affirme que cette motion ne se concentre pas sur l'environnement, au sens

abstrait, mais au droit des individus à un environnement sain. Elle explique que ceci inclut le droit des personnes à être protégées des conséquences environnementales néfastes. Elle donne l'exemple des personnes âgées, qui sont encore plus susceptibles de souffrir du réchauffement climatique, notamment en période de canicule. Elle déclare qu'au vu du fait que la population suisse est relativement mature, la Suisse se doit de prendre soin de ses aînés. S'agissant d'une définition du terme « environnement sain », elle explique que ceci implique le fait qu'un citoyen lambda puisse vivre dans un environnement sans avoir d'atteintes majeures à sa santé. Selon elle, ce droit n'est pas encore garanti actuellement. Elle invite la commission à interroger le Professeur Bernard de l'UNIGE qui donne un cours de droit de l'environnement. Selon elle, ce dernier pourra leur donner une définition académique.

Le député du Centre relève que la pollution n'a pas de frontières. Il se demande si, dans le cas où Genève prendrait des mesures très restrictives, notamment en matière d'émissions, l'environnement deviendrait réellement plus sain.

M<sup>me</sup> Bayrak ne pense pas qu'il s'agit d'une question de frontières. Selon elle, ce qui compte, c'est la part de la responsabilité de Genève dans cette condamnation par la CEDH. Elle pense qu'il faut se questionner sur la contribution de Genève dans la pollution de manière globale. Elle déclare que Genève est l'une des premières plateformes d'échange de matières premières, au niveau mondial. Selon elle, ceci engendre de la pollution qu'on délocalise. M<sup>me</sup> Bayrak estime que cette motion est innocente, car elle ne dit pas : « il faut faire ». Elle a le sentiment que la motion permettra d'avoir une vision claire de la politique du Conseil d'Etat sur ce point et donnera une impulsion pour que le Conseil d'Etat fasse un état des lieux de la situation. Elle ajoute que la motion ne prend pas position.

Un député PLR revient sur les efforts déployés par Genève et a le sentiment que Genève est plutôt bonne élève en la matière. Il aimerait savoir quels sont les leviers que Genève pourrait activer pour se mettre en conformité avec cette condamnation. Il rappelle que l'arrêt de la CEDH est remis en cause, car certains considèrent que la CEDH est allée bien au-delà des prérogatives qui sont les siennes. Selon cette vision, il déclare que certaines recommandations émises dans l'arrêt n'ont pas à être appliquées par la Suisse.

M<sup>me</sup> Bayrak ne peut pas affirmer que Genève est une bonne élève en la matière. Elle aimerait justement pouvoir demander au Conseil d'Etat si Genève est bonne élève, au regard de la pollution émise au sens large. Le cas échéant, elle pense qu'un rapport qui identifierait toutes les actions que Genève mène pourrait servir d'exemple pour les autres cantons. Elle répond que les leviers

d'action devront être définis par le Conseil d'Etat. Elle réaffirme que cette motion est extrêmement « light », car elle demande au Conseil d'Etat de s'auto-évaluer et de venir avec des propositions s'il y a des manquements. Elle estime que les rejets des considérations de l'arrêt de la CEDH sont indignes. Selon elle, cet arrêt n'est pas du tout politique, mais très juridique et factuel. A son avis, les personnes qui remettent en cause la CEDH empruntent une voie très trumpiste. Selon elle, cet arrêt ne fait que donner une caisse de résonance aux experts. Elle relève que la CEDH n'est pas connue pour être progressiste. Elle déclare que les juges font preuve de beaucoup de retenue en général. Elle estime que cet arrêt représente un changement majeur et une bombe dans le monde juridique. Elle a été déçue des réactions des représentants politiques fédéraux à la suite de cet arrêt. Elle rappelle que Genève a une disposition dans la constitution genevoise qui consacre le droit à un environnement sain.

Le député PLR soulève que les deux premières invites sont très interventionnistes, car elles demandent de « prendre en compte » et d'« adapter rapidement ». Il n'est pas d'accord avec le fait que la motion soit « très light ».

M<sup>me</sup> Bayrak répond que, si Genève est bonne élève, il n'y aura rien à adapter. Elle ajoute qu'il s'agit d'une motion. Elle déclare que ce texte ne va pas donner lieu à une adaptation directe. Elle précise que le but d'une motion est de donner un signal. Selon elle, le fait de donner un signal dans une période où la Genève internationale est menacée est pertinent.

Une députée socialiste rappelle que le Conseil d'Etat a décrété l'urgence climatique en 2019. Elle rappelle que ceci était en réponse à une motion portée par les Verts et adoptée par le Grand Conseil, qui fixait un objectif ambitieux (60% de réduction des effets de serre d'ici 2030). Elle déclare que le plan climat décline 7 axes d'intervention. Elle demande si, selon la motionnaire, certains de ces axes n'ont pas été assez mis en œuvre. Elle rappelle que le plan climat décrit aussi 41 mesures très concrètes à mettre en œuvre d'ici 2030. Elle demande si, selon la motionnaire, certaines de ces mesures n'ont pas été assez mises en œuvre.

M<sup>me</sup> Bayrak répond qu'il s'agit d'une question très technique. Elle estime que les considérants de l'arrêt de la CEDH permettent d'avoir une grille d'éléments auxquels il faut faire attention. Elle déclare qu'elle aimerait déterminer si cette grille demande de mettre à jour les axes et de voir si les mesures sont suffisantes. Selon elle, l'arrêt de la Cour permet d'avoir une nouvelle lecture du plan climat. Elle ne peut pas encore affirmer que le Conseil d'Etat a délaissé des thématiques, mais elle soulève que certaines des thématiques reviennent très souvent devant le Grand Conseil. Elle donne l'exemple de la question de l'eau qui est, selon elle, une thématique que l'on traîne depuis des années, sans avoir des résultats concrets. Elle a le sentiment

que Genève n'en fait pas assez par rapport aux engagements très ambitieux qui ont été pris.

La députée socialiste a le sentiment que M<sup>me</sup> Bayrak présuppose que Genève n'est pas sur le bon chemin pour atteindre les objectifs. Pourtant, elle estime que le plan climat cantonal a 7 axes de travail dans des domaines extrêmement différents. Elle se demande pourquoi elle n'a pas posé une question écrite qui aurait permis de répondre à ces questions en amont.

M<sup>me</sup> Bayrak répond que la députée socialiste se concentre uniquement sur la 4<sup>e</sup> invite. Elle déclare que la motion découle de la présence d'un nouvel élément : la condamnation de la Suisse pour inaction climatique. Elle rappelle que le Plan climat 2030 a été rédigé avant ce fait nouveau. Elle aimerait avoir la position du Grand Conseil et du Conseil d'Etat sur cet élément nouveau. Elle déclare que le but est d'analyser l'action du canton au sens large et de se demander quelle est sa responsabilité passive. Elle revient sur le fait que Genève est la première place d'échange de matières premières au monde. Elle déclare que ceci engendre de la pollution qui n'est pas en Suisse, mais qui découle d'actions qui sont encouragées à Genève.

Un député PLR a le sentiment que cette motion vient du cœur et il estime qu'elle manque un peu de recul. Il revient sur les propos de M<sup>me</sup> Bayrak qui a affirmé qu'il s'agissait d'une motion « light », qui répondait à une bombe de la CEDH. Selon lui, répondre à une bombe par une motion « light » est étrange. Il lui demande si cette motion est réellement « light ». Il lui demande quelles sont les actions que Genève pourrait mener pour améliorer la situation. Il revient sur les exemples qui ont été donnés, à savoir les émissions indirectes de Genève dans les deux secteurs qui sont les principales sources de revenus dans le canton : la finance et le négoce international. Il estime que tout le monde est conscient que ces domaines sont des énormes émetteurs indirects de CO<sub>2</sub>. Il demande si, selon elle, il faudrait arrêter ces activités. Il revient ensuite sur le propos de la motionnaire qui affirmait que cette motion va faire plaisir à la Genève internationale. Selon lui, dans l'établissement du rapport du Conseil d'Etat, il sera mentionné que la Genève internationale est une énorme émettrice d'émissions. Il demande ce qu'il conviendra de faire dans ce cas.

M<sup>me</sup> Bayrak répond ironiquement que Genève sans population serait également meilleure pour un environnement sain. Selon elle, cette réflexion ne mène à rien et tenir ces propos n'a aucune pertinence. Elle déclare que, même si on arrive à la conclusion que la Genève internationale pollue, cela ne veut pas dire qu'il faudrait y renoncer. Elle pense qu'il faut juste en être conscient. Selon elle, si la Genève internationale est en danger actuellement, c'est à cause de certains politiques qui ont pris des décisions qui ne permettent pas de respecter les engagements qui ont été contractés par la Suisse. S'agissant de la



motion, elle répond que cette dernière est très « light », ce qui ne veut pas dire qu'elle ne sert à rien. Ce n'est pas parce qu'une décision a fait l'effet d'une bombe dans le monde juridique qu'une motion « light » décrédibilise l'effet de cette bombe. Elle déclare que la motion permet au Conseil d'Etat de faire un auto-bilan de ses actions, sans rien lui imposer.

Le député PLR estime que M<sup>me</sup> Bayrak ne se focalise que sur la troisième invite. Il demande ce qu'elle pense de la première et de la deuxième invite qui sont des invites interventionnistes, selon lui.

M<sup>me</sup> Bayrak répond que, même si la commission décidait de supprimer les deux premières invites avant d'approuver la motion, ce serait déjà une belle avancée, même si elle ne le souhaite pas et pense que l'ensemble de la motion a du sens. Selon elle, les deux premières invites n'auront aucune implication, si on se rend compte que la politique cantonale est à la hauteur de la CEDH. Elle déclare que les deux premières invites forcent le Conseil d'Etat à analyser la politique, au regard des considérants de l'arrêt de la Cour. Elle aimerait qu'un travail de comparaison soit effectué, ce qu'elle ne peut manifestement pas faire en tant que députée de milice.

Un député UDC se concentre sur l'invite qui demande de « tout mettre en œuvre pour respecter le Plan climat 2030 ». Il déclare que chaque personne qui arrive à Genève demande environ 400 m<sup>2</sup> de béton supplémentaire. Il demande si elle serait prête à arrêter l'augmentation démographique de notre canton, dans le but de respecter les objectifs climatiques.

M<sup>me</sup> Bayrak est d'accord avec le fait que, si tout le monde continue de consommer comme actuellement, il est clair que l'augmentation démographique contribuera au réchauffement climatique. Elle déclare qu'à Genève, il y a différents types de population qui ne polluent pas de la même manière. Elle affirme que les personnes vivant dans des villas individuelles polluent plus, du fait de leur mode de vie, que des personnes vivant dans des coopératives. Elle n'est pas contre la construction et n'est pas contre l'augmentation de la démographie. Elle n'est pas pour des mesures conservatrices, mais souhaiterait questionner la manière dont on construit ou on rénove les bâtiments qui sont, pour certains, des passoires énergétiques. Elle donne l'exemple du Forum Meyrin. Selon elle, il s'agit d'une passoire énergétique qui a été construite il y a moins de 25 ans, mais pour laquelle on a refusé l'étude d'une éventuelle mise aux normes, pour des raisons budgétaires. Elle déclare s'opposer à ce type de décision. Elle estime qu'il y a une multitude de mesures pouvant être mises en place, avant d'arriver à la solution de fermer les frontières.

Le député UDC ne comprend pas cette réponse qui s'éloigne fortement du texte de la motion. Il a l'impression que M<sup>me</sup> Bayrak répond seule à cette motion et qu'elle n'a pas besoin de ce rapport.

M<sup>me</sup> Bayrak affirme qu'elle ne demande pas le rapport pour elle. Elle aimerait objectiver certaines craintes et déterminer si les actions menées par le canton sont suffisantes au regard des considérations juridiques développées dans l'arrêt de la Cour.

Le député UDC lui demande si elle serait prête à réduire l'augmentation démographique, si ceci ressort du rapport.

M<sup>me</sup> Bayrak répond que, si c'est le cas, elle est prête à analyser les conclusions de ce rapport.

Une députée PLR revient sur le droit à l'environnement sain qui a été reconnu dans l'arrêt. Elle demande si cela change quelque chose pour Genève, sachant que le canton avait déjà concrétisé ce droit dans sa constitution. Elle rappelle que l'arrêt de la CEDH condamne toute la Suisse, mais ne s'est pas basé sur le cas genevois, alors que la motion demande de réévaluer tout le système genevois. Elle relève également que l'arrêt de la CEDH analyse énormément d'aspects formels. Dans le fond, l'arrêt condamne surtout l'absence de planification. Elle déclare que Genève dispose du Plan climat 2030. Elle revient sur les différentes contestations politiques de cet arrêt. Elle rappelle qu'il y a eu également des contestations provenant du monde juridique. Elle ajoute qu'il existe le principe de séparation des pouvoirs et déclare que les juges ont comme mission d'appliquer le droit. Elle a le sentiment que, dans le cas d'espèce, les juges disent comment la Suisse doit faire le droit. Elle soulève le principe de la démocratie et donne l'exemple de la loi sur le climat qui a été refusée par le peuple. Elle demande quel est le lien entre le respect du droit individuel de certains à disposer d'un environnement sain et la démocratie. Elle pense que la démocratie est encore plus importante que la CEDH. Elle pose une dernière question en rappelant que la loi climat est en attente de traitement. Elle se demande s'il ne serait pas plus opportun de travailler sur cette loi plutôt que de demander un rapport.

M<sup>me</sup> Bayrak est d'accord que Genève ne fait pas rien. Elle aimerait savoir si Genève aurait été condamnée si la Cour s'était concentrée sur ses actions. Elle a l'impression que les considérations de Genève sur son engagement climatique se font uniquement d'un point de vue gouvernemental et non d'un point de vue large qui engloberait tout ce qui est fait à Genève. Selon elle, la question du lien entre le respect de l'arrêt et la démocratie est intéressante d'un point de vue philosophique. Selon elle, quand des juges considèrent que l'Etat ne garantit pas un droit auquel il s'est engagé, il faut respecter cela. A son avis,

il y a une légitimité démocratique à respecter les jugements de la CEDH, car la Suisse s'est soumise à la CEDH. Elle n'a pas entendu de contestations provenant du monde juridique.

La députée PLR repose sa question relative à la future loi climat.

M<sup>me</sup> Bayrak répond que l'arrêt de la Cour représente un fait nouveau. Elle souhaite que le canton fasse un auto-bilan. Elle estime que Genève doit marquer son soutien au respect du droit en mettant en avant le fait qu'il y ait un « après » cet arrêt de la Cour.

## **II. Audition de M. Damien Gummy, chef du secteur Climat de la direction de la durabilité et du climat (DT), le 12 mars 2026**

M. Gummy indique avoir structuré sa présentation en deux parties (cf. annexe). La première vise à revenir sur le contenu de l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ainsi que sur la réponse apportée par la Confédération à cet arrêt. La seconde partie porte sur la politique climatique genevoise et sur les mesures déjà mises en œuvre dans le canton de Genève en lien avec les invites de la motion.

Il rappelle que la M 3016 invite le Conseil d'Etat à prendre en compte les considérations de la CEDH dans l'ensemble de ses politiques publiques de manière transversale. Il précise que l'arrêt rendu en avril 2024 affirme pour la première fois que l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme englobe « un droit pour les individus à une protection effective, par les autorités de l'Etat, contre les effets néfastes graves du changement climatique sur la vie, la santé, le bien-être et la qualité de vie ».

Il explique que, pour vérifier cette protection effective, la Cour énumère plusieurs obligations positives que les Etats devraient remplir afin de garantir cette protection. M. Gummy cite notamment les obligations suivantes constatées par la Cour :

- « a) l'adoption de mesures générales précisant le calendrier à respecter pour parvenir à la neutralité carbone ainsi que le budget carbone total restant pour la période en question (...) ;
- b) la fixation des objectifs et trajectoires intermédiaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre (par secteur ou selon d'autres méthodes pertinentes) (...) ;
- c) la mise à disposition d'informations montrant si les autorités se sont dûment conformées aux objectifs pertinents de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou qu'elles s'y emploient ;

d) l'actualisation des objectifs pertinents de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec la diligence requise et en se fondant sur les meilleures données disponibles ;

e) l'action en temps utile et de manière appropriée et cohérente dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des mesures pertinentes. »

Il précise que d'autres éléments figurent encore dans l'arrêt, mais que ceux-ci constituent les principaux aspects de la condamnation. Il indique que la Suisse a répondu à cet arrêt en deux temps : une première réponse a été transmise en octobre 2024, puis des compléments ont été apportés en juin 2025. La réponse de la Confédération a été adressée au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, chargé du suivi de l'exécution des arrêts de la CEDH.

Il relève que la Suisse a notamment indiqué que le cadre législatif et réglementaire a fortement évolué depuis les faits examinés dans l'arrêt d'avril 2024. Plusieurs actes législatifs et réglementaires ont été modifiés en Suisse, notamment afin de compléter et de préciser les objectifs climatiques.

M. Gumy présente un extrait de la réponse complémentaire de la Suisse de juin 2025. Il indique que cet extrait illustre les différentes évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis le début de l'année 2024. Il mentionne notamment la nouvelle loi sur le CO<sub>2</sub>, révisée et adoptée par le Parlement, entrée en vigueur au début de l'année 2025. Il évoque également l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub> adoptée à la suite de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Selon lui, cette loi et cette ordonnance fixent notamment des objectifs sectoriels à l'horizon 2030 ainsi que les mesures destinées à les atteindre, telles que la taxe carbone, le programme Bâtiments ou encore certaines prescriptions applicables aux véhicules.

Il mentionne également l'ordonnance sur la protection du climat, en lien avec la loi sur le climat adoptée et entrée en vigueur à la suite de l'arrêt. Il précise que cette ordonnance fixe des objectifs sectoriels à l'horizon 2040 et 2050. Il indique par ailleurs que la Confédération a fait valoir une troisième loi relative à un approvisionnement sûr en électricité, laquelle instaure des mesures visant à accélérer la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

M. Gumy présente ensuite un graphique extrait de la réponse de la Confédération. Il indique que des objectifs ponctuels ont été fixés aux horizons 2030, 2035, 2040 et 2050. Il précise qu'en parallèle, des objectifs moyens ont également été définis pour certaines périodes. Il explique que la loi sur le CO<sub>2</sub> fixe un objectif moyen pour la période 2020-2030. Il ajoute que la loi sur le climat prévoit également des objectifs moyens pour les périodes 2030-2040 et 2040-2050. A titre d'exemple, il indique qu'entre 2030 et 2040, la Suisse devra

réduire ses émissions de 64% en moyenne par rapport à leur niveau de 1990. Il explique que ces objectifs moyens sur des périodes de dix ans permettent de déterminer un budget carbone implicite. Selon les estimations présentées, ce budget s'élèverait à 620 Mt de CO<sub>2</sub> d'ici à 2050, soit environ 20 Mt de CO<sub>2</sub> par année en moyenne. A titre de comparaison, les émissions s'élevaient à environ 41 Mt de CO<sub>2</sub> en 2023. Il en conclut qu'en moyenne, jusqu'en 2050, la Suisse devrait émettre environ la moitié des émissions actuelles si elle atteint ses objectifs.

M. Gumy indique que la Suisse a également fait valoir l'introduction de mesures d'adaptation au changement climatique dans la loi et l'ordonnance sur le climat ainsi que dans la loi sur le CO<sub>2</sub>. Il ajoute que la Confédération a également mentionné certaines mesures prises par les cantons, notamment le plan climat du canton de Genève.

Il précise que, le 15 septembre 2025, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a publié un rapport positif approuvant la politique climatique de la Suisse. Il indique que le comité a accueilli favorablement l'adoption par la Confédération d'un cadre législatif et réglementaire complet fixant les objectifs, les cibles et le calendrier permettant d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Il ajoute que le comité a relevé que la Suisse avait quantifié, comme cela lui avait été demandé, son budget carbone jusqu'à l'horizon 2050. Il précise toutefois que le comité invite la Confédération à mettre en place un organisme indépendant chargé du suivi de la politique climatique, des mesures adoptées et de l'évolution des émissions. Il indique que cet organisme n'a pas encore été institué. Il conclut que l'évaluation du comité constitue un retour globalement positif sur les mesures prises par la Suisse à la suite de la condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme.

Abordant ensuite la situation genevoise, M. Gumy rappelle que l'article 158 de la constitution cantonale, inscrit il y a environ quinze ans, prévoit que l'Etat mette en œuvre des politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il indique que cette disposition a conduit à la mise en place d'une gouvernance dédiée à la politique climatique. Il précise qu'un premier plan climat a été adopté par le Conseil d'Etat en 2015 avec un objectif de réduction des émissions de 40%. Il ajoute que, à la suite de la déclaration d'urgence climatique demandée par le Grand Conseil dans la motion 2520, le Conseil d'Etat a révisé ses objectifs en 2021 afin de les rapprocher de ceux de la Confédération, fixant une réduction de 60% des émissions d'ici à 2030 et l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Il indique qu'à la suite de ces évolutions, un projet de loi sur le climat pour le canton de Genève a été présenté en 2022, puis amendé en 2024. Il précise que l'entrée en matière sur ce projet de loi a toutefois été refusée en commission. Il explique que, dans le

cadre de ce projet de loi, le département du territoire avait proposé de revoir les objectifs climatiques et d'introduire notamment des objectifs sectoriels, à l'instar de ce qui a été fait au niveau fédéral. M. Gumy indique qu'en juin 2025, le plan d'action du plan climat a été mis à jour pour la période 2025-2030, conformément au principe d'une actualisation à chaque législature.

Il mentionne également qu'au niveau romand a été institué un conseil scientifique composé d'experts dans le domaine du climat, auquel les cantons peuvent recourir afin d'analyser leur politique climatique. Il précise qu'une première séance de lancement a eu lieu en janvier 2026.

Il évoque ensuite le plan d'action 2025-2030 adopté par le Conseil d'Etat en juin 2025. Il indique que les objectifs climatiques y ont été revus et alignés sur ceux qui figuraient dans le projet de loi sur le climat refusé par la commission. Il rappelle que ce plan contient les mesures et actions prévues par le canton pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter au changement climatique. Il souligne que la motion demande que la politique climatique soit revue rapidement.

Il indique enfin que ce plan d'action comprend un bilan carbone des émissions réalisé pour l'année 2022. Celui-ci met en évidence une diminution des émissions de 20% entre 2012 et 2022. Il ajoute que le plan fixe notamment l'objectif d'une réduction de 60% des émissions d'ici à 2030. Il précise qu'aux horizons 2040 et 2050, Genève s'aligne sur les objectifs fixés au niveau fédéral.

M. Gumy compare les objectifs climatiques du canton de Genève avec ceux de la Suisse. Il indique que le canton s'est fixé des objectifs intermédiaires plus ambitieux à l'horizon 2030, tout en rejoignant les objectifs de la Confédération aux horizons 2040 et 2050. Il précise que, pour l'heure, aucun calcul formel du budget carbone cantonal n'a été réalisé. Celui-ci pourrait toutefois être estimé, par proportion avec le budget carbone de la Confédération, à environ 25 Mt de CO<sub>2</sub> d'ici à 2050, soit en moyenne environ 0,8 Mt de CO<sub>2</sub> par année. Il souligne que la méthode de calcul d'un budget carbone fait encore l'objet de nombreuses discussions quant à la manière de l'établir.

Abordant les fiches d'action du plan climat, M. Gumy indique que celles-ci comportent des objectifs définis par sous-secteur. Il précise que le premier objectif est relativement global et concerne la mise en œuvre du plan énergie, domaine qui représente le principal poste d'émissions. Il mentionne également des objectifs sectoriels relatifs au transfert modal vers les transports publics ainsi que des objectifs liés à l'électrification du parc de véhicules genevois.

Il relève que la motion invite le Conseil d'Etat à demander les moyens financiers nécessaires afin d'atteindre les objectifs climatiques. Il présente à

cet égard un tableau et rappelle que le Grand Conseil a déjà adopté des projets représentant un montant de 2,6 milliards de francs proposés par le Conseil d'Etat en lien avec des actions du plan climat. Il mentionne notamment le milliard énergétique consacré aux bâtiments de l'Etat, les 500 millions destinés à la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat, ainsi que les 350 millions votés en 2022 pour l'électrification complète de la flotte des TPG. Il ajoute que, dans le plan d'intention des investissements de l'Etat pour la période 2026-2035, figurent encore environ 3 milliards d'investissements non encore votés mais liés à des projets relevant du plan climat, notamment la poursuite de la stratégie d'arborisation. Il évoque également d'importants développements prévus dans le domaine des transports publics et de la mobilité douce. Il mentionne enfin des investissements supplémentaires réalisés par d'autres partenaires, notamment les Services industriels de Genève pour le développement des réseaux thermiques.

M. Gummy indique que la motion demande également que l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme soit pris en considération de manière transversale au sein de l'Etat et que les grands projets soient évalués sous l'angle climatique. Il rappelle à ce propos que le Grand Conseil a adopté la motion 2909, laquelle demandait d'évaluer les lois au regard de leur cohérence avec le plan climat. Il explique que, dans sa réponse à cette motion, le Conseil d'Etat a instauré une évaluation systématique des projets de lois d'investissement sous l'angle de la transition écologique et du climat. Les résultats de cette évaluation doivent être intégrés dans l'exposé des motifs des projets concernés. Il indique que ce dispositif est en cours de mise en œuvre. Il ajoute que, pour les autres types de projets de lois présentant des enjeux climatiques plus limités, l'évaluation environnementale demeure laissée à l'appréciation des départements.

M. Gummy rappelle par ailleurs que l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme demande que les objectifs climatiques soient rendus publics et que la population soit informée. Il indique qu'une plateforme en ligne a été mise en place à cet effet afin de suivre l'évolution de la situation, notamment au moyen d'une vision synthétique de l'évolution globale des émissions de carbone du canton. Il précise que cette plateforme permet également de visualiser les indicateurs contenus dans le plan climat, citant à titre d'exemple les données relatives aux décès liés aux épisodes de chaleur.

### *Question des commissaires*

Un député Vert revient sur l'évaluation du bilan carbone du canton et demande à quel moment la prochaine évaluation est prévue. Il relève que, depuis la création du Conseil scientifique romand sur le climat, il s'interroge

sur le point de savoir si cette instance sera désormais chargée de réaliser cette évaluation, plutôt que des bureaux d'ingénieurs externes et dans quels délais celle-ci pourrait intervenir. Il demande également si, à la suite de l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme, le Conseil d'Etat a sollicité un avis de droit afin de déterminer dans quelle mesure ce jugement s'applique au canton, compte tenu du fait que de nombreuses compétences en matière climatique relèvent des cantons et non de la Confédération.

M. Gumy indique qu'il a été décidé d'accélérer le rythme des bilans carbone du canton afin de mieux suivre l'évolution des émissions. Il précise que ceux-ci seront désormais réalisés tous les deux à trois ans. Le prochain bilan carbone devrait porter sur les données de l'année 2025, cette année comportant un micro-recensement des transports qui permet d'effectuer des calculs précis concernant les émissions liées à la mobilité. Il ajoute que le bilan suivant devrait porter sur les années 2027 ou 2028, en fonction de la disponibilité des données. Il indique que le bilan carbone de 2022 a été réalisé en interne, puis évalué par un organisme externe, un bureau d'ingénieurs, afin de disposer d'un regard indépendant. Il précise qu'il serait envisageable d'utiliser à l'avenir le Conseil scientifique romand sur le climat pour effectuer ce type d'évaluation indépendante, notamment pour les bilans carbone. Cette possibilité est envisagée par plusieurs cantons, mais elle n'a pas encore été validée pour Genève.

S'agissant de l'avis de droit, M. Gumy explique que l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme s'adresse à la Suisse. Dans la réponse apportée par la Confédération, la notion de fédéralisme a été mise en avant, en soulignant que de nombreuses actions sont menées au niveau des cantons et que certaines lois fédérales renvoient des obligations vers les cantons, notamment dans le domaine des bâtiments. Il précise qu'il n'existe pas d'obligations directes imposées aux cantons par cet arrêt, tout en relevant que la Cour a également souligné le rôle joué par les cantons dans la mise en œuvre des politiques climatiques. Il indique que le département du territoire n'a pas demandé d'avis de droit spécifique concernant l'application de cet arrêt au canton de Genève. Il ajoute que cet arrêt a néanmoins été étudié par le département sous l'angle prospectif, sans lien direct avec des obligations cantonales.

Un député PLR indique que l'exposé de M. Gumy le conforte dans l'idée que l'ensemble des invites de la motion est déjà satisfait. Il estime dès lors que la commission pourrait refuser la motion puisque les mesures nécessaires ont, selon lui, déjà été prises.

M. Gumy indique qu'il reste encore de nombreux efforts à accomplir afin d'accélérer la réduction des émissions. Il précise ne pas être en mesure de dire



si l'adoption de la motion permettrait ou non d'accélérer les choses et indique qu'il appartient à la commission d'en juger.

M<sup>me</sup> Hislaire relève que, factuellement, entre le moment du dépôt de la motion, l'ouverture de la procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme et la présentation effectuée aujourd'hui par le département du territoire, un certain nombre de mesures ont été prises. Celles-ci ont notamment permis d'améliorer la situation et le suivi des politiques climatiques. Elle précise que ce que M. Gumy a voulu indiquer, comme cela ressort notamment de la diapositive présentant la trajectoire jusqu'en 2040 et 2050, est qu'il reste encore des efforts à accomplir sur le fond et sur les mesures à mettre en place afin d'atteindre les objectifs que la Suisse s'est fixés et qui sont également repris dans le plan climat cantonal. Elle ajoute qu'il appartient à la commission d'estimer si les invites de la motion sont ou non satisfaites à ce stade.

Une députée PLR indique que la motion vise à demander l'application de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et demande si, selon M. Gumy, la Suisse a appliqué cet arrêt ou s'il existe un risque d'une nouvelle condamnation.

M. Gumy répond qu'au vu de la réponse du Conseil de l'Europe, la Suisse a rempli ses obligations à cet égard.

Un député socialiste demande quelle est la trajectoire actuelle et si Genève est en mesure d'atteindre ses objectifs climatiques ou si un écart subsiste.

M. Gumy indique qu'au niveau suisse, l'évolution des émissions directes entre 2012 et 2022 montre que les objectifs fixés par le Conseil d'Etat ne semblent pas inaccessibles. Il rappelle que les traités internationaux permettent également de réaliser une partie des réductions d'émissions à l'étranger au moyen de systèmes d'échange de quotas. Il précise que ces mécanismes sont intégrés dans les objectifs climatiques. Selon les calculs effectués par la Confédération, certaines réductions devront obligatoirement être réalisées à l'étranger. Il explique que l'achat de crédits permettra de compenser une partie de la non-atteinte des objectifs en Suisse. Il ajoute que ce mécanisme comporte des garanties permettant d'atteindre les objectifs globaux. Il relève que, au niveau suisse, la répartition entre les réductions réalisées sur le territoire national et celles compensées à l'étranger est présentée de manière transparente.

Le député socialiste demande quels sont les principaux domaines dans lesquels une accélération de la réduction des émissions serait nécessaire.

M. Gumy indique qu'à Genève, le principal poste d'émissions concerne l'énergie des bâtiments, tant résidentiels qu'industriels. Il précise qu'il s'agit du principal domaine dans lequel des actions doivent être menées et rappelle

que ce sujet a fait l'objet de nombreux débats récemment. Il mentionne notamment l'engagement de moyens financiers importants ainsi que plusieurs révisions réglementaires intervenues dans ce domaine. Il ajoute que cela concerne également l'approvisionnement en énergies renouvelables, notamment par le développement des réseaux thermiques et des installations solaires. Il indique que le deuxième poste d'émissions directes concerne la mobilité. Il explique que plusieurs leviers existent dans ce domaine, notamment l'amélioration de l'efficacité des véhicules, en particulier par leur électrification, ainsi que la réduction des modes de transport les plus émetteurs. Il évoque à cet égard la promotion des transports collectifs et des mobilités actives, ainsi que des mesures visant à réduire certains déplacements, par exemple par le développement du télétravail. Il mentionne enfin un troisième poste relatif notamment au traitement des déchets et à l'agriculture. Il indique que plusieurs projets sont menés avec les milieux agricoles afin de développer des pratiques permettant de réduire les émissions de carbone.

Le député socialiste revient sur la question du calcul du budget carbone. Il indique que, sauf erreur de sa part, la Confédération a notamment répondu à la demande de la Cour européenne des droits de l'homme en fixant un objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. Il explique que l'idée du budget carbone consiste à déterminer la quantité totale d'émissions qu'il est encore possible de produire tout en respectant les objectifs climatiques. Il demande s'il serait possible et pertinent d'effectuer un calcul similaire pour le canton de Genève.

M. Gummy explique que le budget carbone est calculé au niveau mondial par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) afin de respecter l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 degré. Il indique qu'il n'existe toutefois pas de consensus sur la méthodologie permettant de décliner ce budget au niveau des pays. Il précise que le débat porte notamment sur la manière de répartir ce budget, par exemple proportionnellement à la population ou en tenant compte d'autres paramètres tels que l'historique des émissions. Il indique que la Suisse a choisi d'utiliser la méthode d'un budget implicite, fondée sur des objectifs moyens fixés dans différentes lois, sans prise en compte de l'historique des émissions. Il précise qu'un tel calcul pourrait être réalisé pour Genève, mais que l'introduction d'autres paramètres donnerait lieu à des débats méthodologiques.

Un député Vert demande si l'on connaît la proportion des réductions d'émissions qui seraient réalisées par l'achat de crédits carbone à l'étranger.

M. Gummy indique qu'à Genève il n'existe actuellement aucun projet de compensation à l'étranger.

Le député Vert relève qu'au niveau de la Confédération cette proportion dépasserait la moitié et il demande si cet aspect a été relevé par la Cour européenne des droits de l'homme.

M. Gumy indique qu'à ce jour les réductions ont été réalisées sur le territoire suisse et qu'il n'existait pas encore de programme d'achat de crédits carbone à l'étranger jusqu'en 2020. Il précise qu'à l'avenir la Suisse commencera à recourir à ces mécanismes. Il indique que les rapports explicatifs relatifs à la loi sur le CO<sub>2</sub> et à la loi sur le climat présentent les calculs concernant la quantité de crédits carbone qui devraient être acquis à l'étranger.

Le député Vert demande si la réponse de la Cour européenne des droits de l'homme comporte une critique de cette méthode.

M. Gumy indique que, à sa connaissance, ce n'est pas le cas, ce mécanisme étant autorisé par les accords internationaux.

Un député du Centre demande, dans le cadre des contacts que le département entretient avec les autres cantons, si d'autres cantons ont déposé des motions similaires. Il souhaite également savoir si Genève peut être considérée comme un bon ou un mauvais élève en matière de politique climatique. Il demande enfin si les émissions liées à l'aéroport sont prises en compte dans le bilan carbone du canton.

M. Gumy indique, concernant la première question, qu'il n'a pas connaissance de motions similaires dans d'autres cantons, tout en précisant qu'il ne peut pas exclure qu'il en existe. S'agissant de la deuxième question, il indique que Genève est souvent cité en exemple pour la mise en œuvre de son plan climat, le canton ayant été parmi les précurseurs en la matière. Il ajoute que certains cantons ont toutefois fixé des objectifs plus ambitieux, notamment le canton de Bâle-Ville. Concernant la troisième question, il explique que deux bilans carbone sont calculés. Le premier concerne les émissions directes et n'inclut pas les émissions indirectes, telles que celles liées à l'aéroport. Dans le cadre du plan climat, les émissions indirectes sont également prises en compte, ce qui fait passer les émissions d'environ 2 millions à environ 5 millions de tonnes, incluant notamment celles liées à l'aéroport. Il précise toutefois que l'objectif de réduction de 60% ne porte pas sur les émissions de l'aéroport. Il ajoute que la Confédération intègre en revanche les émissions du transport aérien dans son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Une députée PLR relève que la situation mondiale actuelle est marquée par certaines évolutions, notamment le retrait des Etats-Unis de certains accords environnementaux, ainsi que par des conflits armés dont les activités génèrent

également des émissions de CO<sub>2</sub>. Elle demande quelle est la place de la Suisse dans le contexte mondial et quel est l'impact réel de ses émissions.

M. Gumy indique que très peu de pays ont revu leurs objectifs climatiques à la baisse. Il mentionne notamment que la Chine a formulé plusieurs annonces concernant ses objectifs climatiques, qui demeurent, selon lui, relativement ambitieux.

La députée PLR demande si la Chine vise l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

M. Gumy répond que l'objectif chinois se situe à sa connaissance après 2050, alors que la plupart des pays visent cet horizon. Il indique toutefois que les objectifs annoncés par la Chine sont, selon lui, plus ambitieux que ceux des Etats-Unis. Il précise qu'un rapport annuel suit l'évolution des émissions au niveau mondial et que les objectifs globaux demeurent maintenus. Il ajoute que la Suisse se situe dans la moyenne des pays et qu'elle a récemment communiqué ses objectifs à l'horizon 2035, comme de nombreux autres Etats. S'agissant de l'impact des conflits armés, il indique ne pas disposer d'éléments précis. Revenant sur la question des proportions d'émissions, M. Gumy indique que la Suisse représente environ 0,12% à 0,13% des émissions directes mondiales, soit une part proportionnelle à sa population. Il ajoute toutefois que, si l'on considère l'empreinte carbone globale de la Suisse, celle-ci est environ trois fois supérieure, un habitant de Suisse émettant en moyenne trois fois plus que la moyenne mondiale.

La députée PLR demande si les émissions mondiales sont globalement en diminution.

M. Gumy répond que la situation demeure préoccupante. Les seules années durant lesquelles les émissions ont fortement diminué sont celles de la période de la pandémie de COVID-19. Il indique toutefois que les prévisions sont légèrement plus favorables en raison d'engagements climatiques renforcés et de trajectoires de réduction plus importantes. Il ajoute que certains pays ont réduit leurs émissions, mais que ce n'est pas le cas de tous. Il précise notamment que la Chine n'a pas encore atteint son pic d'émissions, alors que la Suisse l'a atteint dans les années 2010, comme de nombreux pays industrialisés européens.

La députée PLR souligne que la Chine serait responsable d'environ 30% des émissions mondiales.

M. Gumy indique que cette estimation lui paraît plausible.

Un député du Centre revient sur la question de l'empreinte carbone et observe que, si les émissions produites sur le territoire suisse sont relativement faibles, l'empreinte carbone liée aux importations à l'étranger est très

importante. Il indique que cela serait notamment lié aux importations de biens, en particulier de produits alimentaires, et il demande si cette analyse est correcte.

M. Gumy indique que l'analyse est correcte pour environ deux tiers, en précisant que cela s'explique notamment par le fait que la Suisse produit relativement peu sur son territoire et importe une part importante des biens consommés.

### **III. Discussion et vote, le 12 mars 2026**

Un député PLR demande que la commission procède au vote.

Un député Vert indique qu'il serait intéressant d'auditionner un professeur de droit public afin d'obtenir des réponses plus précises à certaines questions adressées à M. Gumy. Il propose notamment d'entendre le professeur Frédéric Bernard, professeur ordinaire de droit public à l'Université de Genève.

Une députée PLR indique que, s'agissant des questions juridiques, il existe un mécanisme de suivi des arrêts de la Cour. Elle rappelle que le Conseil de l'Europe a indiqué que la Suisse avait rempli ses obligations et estime dès lors que la situation est claire. Elle indique ne pas comprendre ce que l'audition du Professeur Bernard pourrait apporter de plus. Selon elle, l'objectif de la motion consiste à demander la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et celle-ci a été réalisée. Elle demande quelle serait précisément la question juridique.

Le député Vert explique que la Suisse n'est pas organisée de la même manière que d'autres Etats, tels que les Pays-Bas, qui ont été confrontés à des situations similaires. Il souligne que, dans le système fédéral suisse, de nombreuses compétences en matière de politique climatique relèvent des cantons et non de la Confédération, notamment dans le domaine du bâti. Il souhaite être rassuré quant à la situation du canton afin d'éviter qu'une condamnation puisse intervenir ultérieurement faute d'une analyse juridique suffisante. Il rappelle que M. Gumy a indiqué qu'aucun avis de droit n'avait été sollicité à ce sujet.

La députée PLR indique ne pas avoir compris la question juridique.

Le député Vert rappelle qu'un arrêt a été rendu par la Cour européenne des droits de l'homme à l'encontre de la Suisse et que les autorités fédérales y ont répondu. Il indique souhaiter savoir si, en tant que canton suisse, Genève est à l'abri d'un futur jugement ou si une responsabilité cantonale pourrait être engagée.

## Votes

Le président met aux voix la demande d'audition Professeur Bernard :

Oui : 7 (2 MCG, 2 Ve, 3 S)

Non : 8 (1 LC, 4 PLR, 2 UDC, 1 LJS)

Abstentions : –

***La demande d'audition est refusée.***

Le président met aux voix la demande de voter la motion :

Oui : 10 (1 LJS 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 4 (2 S, 2 Ve)

Abstentions : 1 (1 S)

***La demande est acceptée.***

## Déclaration des groupes

Un député Vert indique que les premières années de travail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre sont généralement les plus simples, car elles consistent à mettre en œuvre les mesures qui permettent, pour chaque franc investi, d'obtenir la plus forte réduction de tonnes de CO<sub>2</sub>. Il estime que les trajectoires présentées par M. Gumy sous forme de lignes droites sont purement théoriques et ne correspondent pas à la réalité. Selon lui, un texte tel que la motion est nécessaire afin d'accélérer les efforts et d'assurer que les prochaines lois ne dépendent pas uniquement de la volonté des autorités cantonales ou des départements. Il considère que les invites de la motion permettent de renforcer les chances d'atteindre les objectifs fixés. Il ajoute qu'au-delà de l'objectif climatique, les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre permettent également de soulager les finances publiques du canton, des communes et des ménages. Il relève que des milliards de francs sont dépensés à l'étranger pour importer du gaz et du pétrole et il estime que la réduction des émissions permet également de diminuer ces dépenses. Il indique que le groupe des Verts invite la commission à soutenir la motion.

Une députée PLR indique que la motion vise à demander la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle relève que la Suisse s'est conformée à ses obligations internationales, notamment en ce qui concerne les aspects procéduraux, la fixation d'objectifs et la mise en place de moyens. Selon elle, les obligations internationales ont été respectées et la motion devrait dès lors être retirée. Elle estime que les Verts souhaitent aller au-delà des obligations internationales découlant de cet arrêt. Elle ajoute que, de manière générale, la Suisse doit certes maintenir ses engagements, mais

qu'il convient également d'avoir une vision globale de la situation. Elle souligne que la Suisse représente environ 0,39% des émissions mondiales et elle estime que l'action de la Suisse seule ne permettra pas de modifier le climat mondial. Elle évoque notamment la situation de certains grands émetteurs tels que la Chine, qui n'aurait pas encore atteint son pic d'émissions, ou les Etats-Unis, responsables d'une part importante des émissions mondiales et qui se sont retirés de certains engagements internationaux.

Un député socialiste indique que le groupe socialiste soutiendra la motion. Il estime que la crise climatique constitue la plus grande crise que le monde ait connue et il considère que la Suisse ne respecte pas ses objectifs. Il juge réducteur l'argument consistant à considérer que la contribution de la Suisse serait négligeable au regard des émissions mondiales. Il souligne que la Suisse génère également une part importante d'émissions dites importées, liées notamment à la consommation de biens produits à l'étranger, par exemple en Chine. Il ajoute que la Suisse porte une responsabilité particulière en raison de la présence de nombreuses grandes entreprises et de l'importance de sa place financière. Selon lui, si l'on prend ces éléments en considération, la responsabilité de la Suisse représenterait environ 1 à 2% des émissions mondiales. Il estime dès lors qu'il est légitime d'assumer cette responsabilité et de soutenir la motion.

Le président met aux voix la motion M 3016 :

Oui :	5 (3 S, 2 Ve)
Non :	9 (1 LJS, 1 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)
Abstentions :	1 (1 MCG)

***La motion 3016 est refusée.***

*La catégorie II 30 minutes est proposée.*

#### IV. Conclusion

Au terme de ses travaux, la majorité de la commission de l'environnement et de l'agriculture a considéré que la motion M 3016 ne se justifiait plus au regard des développements intervenus depuis son dépôt en avril 2024.

Les auditions ont en effet démontré que la Suisse a répondu à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et que le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a considéré, en septembre 2025, que les obligations découlant de cet arrêt avaient été remplies. La Confédération a renforcé son cadre législatif, fixé des objectifs intermédiaires, précisé sa trajectoire vers la

neutralité carbone et mis en place des instruments de suivi conformes aux exigences rappelées par la Cour.

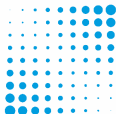
S'agissant plus particulièrement du canton de Genève, les travaux de la commission ont montré que les préoccupations exprimées dans la motion étaient déjà prises en compte dans les politiques publiques cantonales. Genève dispose en effet depuis plusieurs années d'une base constitutionnelle consacrant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection de l'environnement. Le canton s'est doté d'un plan climat régulièrement actualisé, comprenant des objectifs sectoriels, des mécanismes de suivi, des mesures d'adaptation et des investissements très importants dans les bâtiments, les transports publics, la mobilité douce ou encore les réseaux thermiques.

La commission a également relevé que plusieurs invites de la motion sont d'ores et déjà réalisées ou en cours de mise en œuvre. L'évaluation climatique des grands projets et des lois d'investissement a été introduite à la suite de précédents travaux parlementaires. Les objectifs climatiques ont été révisés et renforcés dans le Plan climat 2025-2030. Des outils de transparence et de suivi ont été mis à disposition de la population. Enfin, des moyens financiers considérables ont déjà été engagés, à hauteur de plusieurs milliards de francs.

La majorité de la commission a ainsi considéré que la motion reposait sur un constat désormais dépassé par l'évolution du cadre fédéral et cantonal.

Pour ces raisons, la majorité de la commission de l'environnement et de l'agriculture vous invite, Mesdames, Messieurs les députés, à refuser cette proposition de motion.





# M 3016 – Condamnation par la CEDH pour inaction climatique: Genève doit aussi prendre ses responsabilités

Commission de l'environnement  
Séance du 12 mars



Département du territoire  
Direction de la durabilité et du climat

12/03/2026 - Page 1

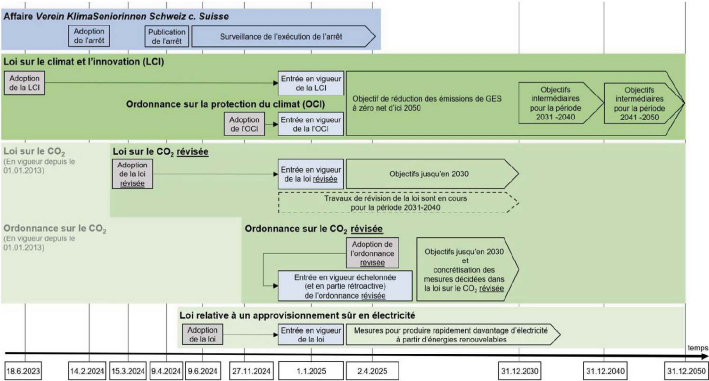
## Contexte

- La M 3016 invite le Conseil d'Etat à prendre en compte les considérations de la CEDH dans l'ensemble de ses politiques publiques.
- **09.04.2024** : La CEDH condamne la Suisse pour inaction climatique [\[lien\]](#):
- Elle affirme pour la première fois que l'article 8 de la Convention englobe « *un droit pour les individus à une protection effective, par les autorités de l'Etat, contre les effets néfastes graves du changement climatique sur la vie, la santé, le bien-être et la qualité de vie* » (§ 519).
- Plusieurs « obligations positives » doivent être considérées pour déterminer si un Etat a accompli ou non son devoir de protection effective (§ 550) ; à savoir :
  - a) l'adoption de mesures générales précisant le calendrier à respecter pour parvenir à la neutralité carbone ainsi que le **budget carbone total restant pour la période en question** (...);
  - b) la fixation des **objectifs et trajectoires intermédiaires** de réduction des émissions de GES (par secteur ou selon d'autres méthodes pertinentes) (...);
  - c) la **mise à disposition d'informations** montrant si les autorités se sont dûment conformées aux objectifs pertinents de réduction des émissions de GES ou qu'elles s'y emploient ;
  - d) l'**actualisation des objectifs** pertinents de réduction des émissions de GES avec la diligence requise et en se fondant sur les meilleures données disponibles ;
  - e) l'action en temps utile et de manière appropriée et cohérente dans **l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des mesures pertinentes**.

# Réponse de la Confédération

► **04.10.2024** : la Suisse envoie son bilan d'action sur la mise en œuvre de l'arrêt de la CEDH au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe [lien] et des informations complémentaires le **23.06.2025** [lien].

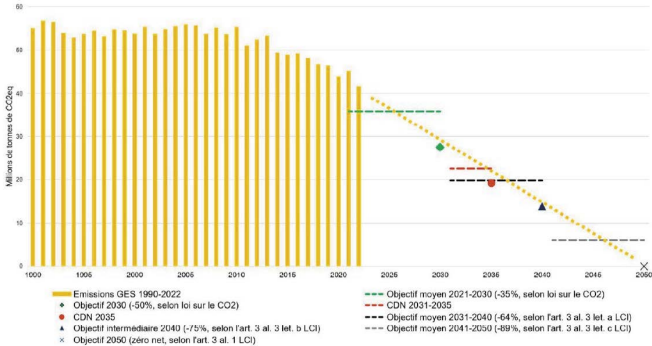
Cette réponse indique notamment que le cadre législatif et réglementaire a évolué depuis les faits pris en compte dans le jugement d'avril 2024. Les objectifs climatiques de la Suisse ont en effet été complétés et précisés:



12/03/2026 - Page 3

## Objectifs climatiques de la Suisse

- Le cadre législatif (LCI + LCO<sub>2</sub>) et réglementaire (OCI + OCO<sub>2</sub>) fixe des objectifs intermédiaires et des objectifs moyens pour les différentes périodes d'ici à 2050.
- Il définit en outre les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs.
- Les objectifs moyens permettent de définir un budget carbone implicite pour la période de 2021 à 2050.
- Ce budget est estimé à **620 Mt CO<sub>2</sub>** d'ici à 2050, soit en moyenne ~20 Mt CO<sub>2</sub> / an. En comparaison les émissions étaient de de ~41 Mt CO<sub>2</sub> en 2023.



12/03/2026 - Page 4

## Evaluation par le Conseil de l'Europe

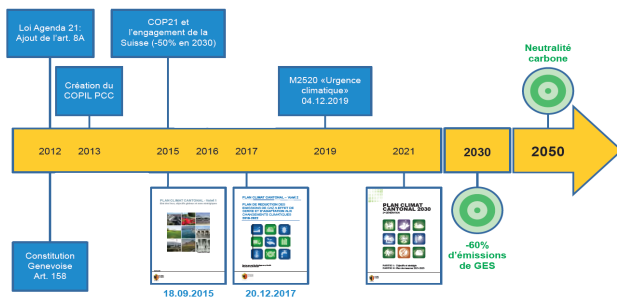
► **15.09.2025** : Examen de la mise en œuvre de l'arrêt de la CEDH.

Le Comité des Ministres approuve la politique climatique de la Suisse. Celle-ci reste sous surveillance et doit présenter un nouveau rapport d'ici un an ([lien](#))

- Le comité a accueilli très favorablement l'adoption par la Confédération d'un cadre législatif et réglementaire complet établissant les objectifs, cibles et calendrier pour parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050.
- Il salue aussi le fait que la Suisse ait quantifié les futures émissions de gaz à effet de serre correspondant à ces mesures.
- Il invite la Confédération à mettre sur un pied un organisme indépendant chargé de leur suivi.

12/03/2026 - Page 5

## Politique climatique genevoise - historique



2012 : Art. 158 Constitution: *L'Etat met en œuvre des politiques propres à réduire les GES.*

2015 : PCC 1<sup>ère</sup> génération - objectif de -40% à 2030

2019 : Déclaration de l' "Urgence climatique" (Motion 2520)

2021 : PCC 2<sup>ème</sup> génération - objectif de -60% à 2030 et zéro-net en 2050

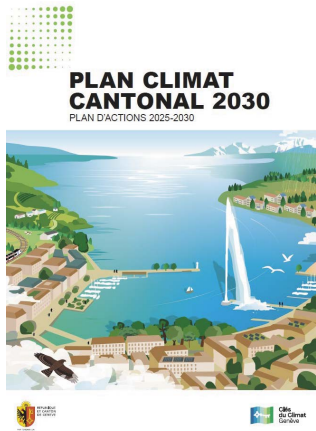
2022 : Adoption d'un projet de loi sur le climat par le Conseil d'Etat

2025: Adoption du plan d'actions 2025-2030 du PCC 2030 par le Conseil d'Etat

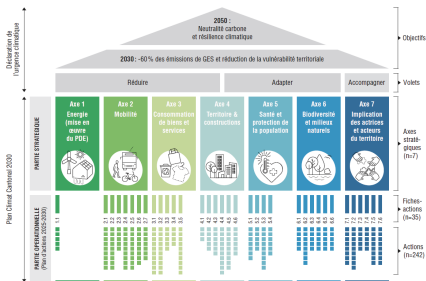
2026: Mise en place d'un Conseil scientifique romand pour le climat

12/03/2026 - Page 6

# Politique climatique genevoise – Plan action 25-30



- Nouveau plan d'actions adopté en juin 2025
- Les objectifs du plan d'actions 2025-2030 sont alignés sur ceux du PL Climat.



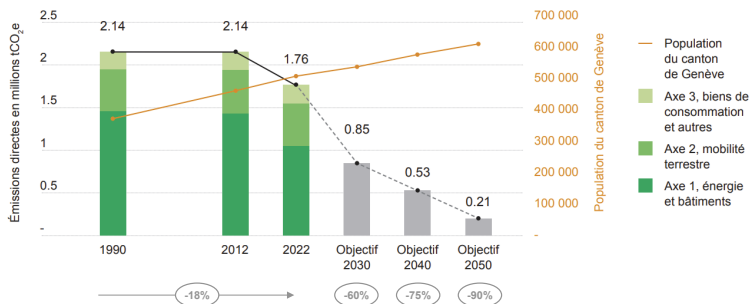
## Plan climat cantonal 2030 – Plan d'actions 2025-2030 | ge.ch

12/03/2026 - Page 7

# Évolution des émissions – Bilan Carbone 2022

Les émissions directes du territoire ont baissé de 18% en comparaison à 1990 et en comparaison à 2012, la baisse ayant eu lieu durant la période 2012-2022. L'atteinte de l'objectif de -60% en 2030 nécessiterait de limiter ces émissions à 0.85 million de tonnes.

Émissions directes du canton en million de tonnes de CO<sub>2</sub>e



Les émissions directes de l'axe 4 territoire et construction ne sont pas représentées ici : il s'agit de captation (donc d'émissions "négatives") dont les volumes sont trop faibles pour être visibles sur le graphique.

12/03/2026 - Page 8

# Comparaisons des objectifs climatiques suisses et genevois

- Les objectifs climatiques genevois sont inscrits dans le Plan climat cantonal 2030 (PCC).
- Des objectifs intermédiaires et par secteur ont également été définis dans le cadre de l'élaboration du projet de loi sur le climat ([LClim](#)).

Objectifs vs 1990	2030			2040			2050		
	Global	Bâtiment	Transports	Global	Bâtiment	Transports	Global	Bâtiment	Transports
Genève	-60%	-65%	-45%	-75%	-82%	-57%	zéro-net	-100%	-100%
Suisse	-50%	-50%	-25%	-75%	-82%	-57%	zéro-net	-100%	-100%


- Le PCC ne fixe en revanche pas de "budget carbone cantonal". Il peut toutefois être estimé proportionnellement à celui de la Confédération à ~25 Mt CO<sub>2</sub> d'ici à 2050, soit en moyenne ~0.8 Mt CO<sub>2</sub> / an.

## PCC - Objectifs par fiche-actions

Des objectifs par sous-secteur en terme de réduction d'émissions directes figurent également sur les fiches-actions du PCC:

FICHE 1.1


Mettre en œuvre le PDE



OBJECTIFS CO<sub>2</sub>e:  
875'000 À 950'000 TCO<sub>2</sub>e

FICHE 2.2


Renforcer le transfert modal vers les transports en commun



OBJECTIFS CO<sub>2</sub>e:  
85'000 À 100'000 TCO<sub>2</sub>e

FICHE 2.4

Accélérer le développement de l'électromobilité



OBJECTIFS CO<sub>2</sub>e:  
85'000 À 100'000 TCO<sub>2</sub>e

Investissements en lien avec le PCC

Lois	Référence	Date	Ancrage PCC <sup>a</sup>	Montant total (CHF)
Projet COOL CITY d'adaptation climatique du cycle d'orientation de Sécheron en Ville de Genève	L 13074	02.09.2022	Axe 4	5'721'090
Participation à l'électrification de la flotte de véhicules des Transports publics genevois (TPG)	L 13059	14.10.2022	Axe 2	350'000'000
Renaturation de l'Aire et de la Drize dans le quartier Praille-Acacias-Vernets (réalisation des travaux du secteur Etoile/Boissonnas et études d'ensemble)	L 13167	04.11.2022	Axes 5 et 6	61'443'000
Développement du réseau cyclable d'intérêt cantonal (axes forts vélos) en complément des voies vertes	L 13061	24.11.2022	Axe 2	20'150'000
Nouvelle diamétrale ferroviaire régionale nord-sud	L 13176	27.01.2023	Axe 2	30'000'000
Mise en œuvre du projet d'agglomération de quatrième génération (PA4)	L 13182	23.03.2023	Axe 2	267'210'000
Transition écologique des bâtiments de l'Etat	L 13210	24.03.2023	Axes 1 et 6	1'000'000'000
Développement du réseau de transports collectifs (tram) à l'horizon 2030	L 13192	24.03.2023	Axe 2	25'000'000
Remplacement des véhicules légers de l'Etat par des véhicules électriques	L 13224	23.06.2023	Axe 2	14'160'000
Financement d'investissements en matière d'infrastructures agricoles durables	L 13223	23.06.2023	Axes 3 et 6	40'000'000
Réalisation rapide de la transition énergétique des bâtiments	L 12593	21.03.2024	Axe 1	550'000'000
Mise en œuvre de la stratégie d'arborisation de l'aire urbaine	L 13491	22.11.2024	Axes 4 et 6	204'000'000
TOTAL				2'567'684'090

~2.6 milliard déjà adoptés par le Grand Conseil depuis l'adoption du PCC 2030

~3 milliards en plus inscrit au Plan d'intention des investissements 2026-35

+ 1,4 milliards des SIG pour les réseaux thermiques

Evaluation environnementale des investissements de l'Etat

Suite à l'adoption par le Grand Conseil de la Motion 2909 "Évaluer les lois en cohérence avec le plan climat", le Conseil d'Etat a décidé :

- d'instaurer une **évaluation systématique des projets de loi d'investissement** (hormis ceux relatifs aux SIC) sous l'angle de la transition écologique et que les résultats de cette évaluation seraient intégrés dans l'exposé des motifs;
- de laisser la possibilité aux départements d'évaluer les autres types de PL sur une base volontaire.

Voir le rapport du Conseil d'Etat du 10.09.2025: [M 2909B - Evaluer les lois en cohérence avec le plan climat](#)

## Suivi des objectifs climatiques

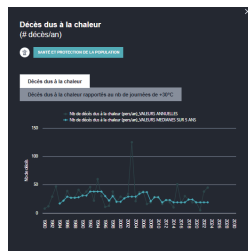
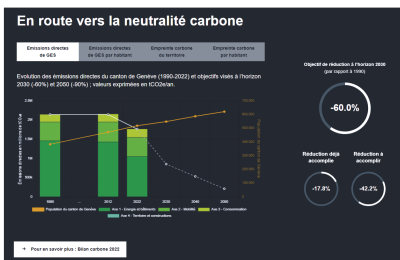
Plateforme de suivi en ligne du PCC:

<https://ge-suivi-planclimat.ch/>

Le site propose sur sa page d'accueil une vision synthétique de notre trajectoire carbone à la lumière des objectifs climatiques fixés à l'horizon 2030 et 2050.



Il permet également de visualiser les principaux indicateurs de suivi de la stratégie climatique.



12/03/2026 - Page 13

## Merci de votre attention

*Date de dépôt : 21 avril 2026*

## RAPPORT DE LA MINORITÉ

### Rapport de Philippe de Rougemont

Malgré les arguments partiels et partiels du rapport de majorité, la motion 3016 « Condamnation par la Cour européenne des droits de l'Homme pour inaction climatique : Genève doit aussi prendre ses responsabilités » doit être approuvée par le Grand Conseil et transmise au Conseil d'Etat, ceci pour les raisons suivantes :

**Saisie par l'association suisse Aînés pour le climat, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a conclu par un jugement historique qui fera désormais jurisprudence au niveau européen, par seize voix contre une, que la Suisse avait violé le droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 de la Convention) et, à l'unanimité, qu'elle avait également violé le droit d'accès à la justice (art. 6 de la Convention).**

La Suisse a répondu à la CEDH. Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, chargé du suivi des décisions de la Cour, a attentivement examiné le plan d'action de la Suisse à deux reprises (mars 2025 et septembre 2025) et refusé de clore la procédure de surveillance comme le demandait la Suisse. Il a rappelé les autorités helvétiques à leurs obligations en leur demandant de revoir leur copie.

Au mois de mars 2025, à l'occasion de la première évaluation de cette réponse, la CEDH a réaffirmé que la Suisse doit respecter les jugements et combler les « lacunes critiques » identifiées par la CEDH en 2024 (absence de budget carbone, objectifs de réduction insuffisants). Au mois de septembre 2025, le même Conseil des ministres européens a rendu une deuxième évaluation<sup>1</sup> dans laquelle il remarque des progrès accomplis, notamment un cadre législatif et réglementaire établissant les objectifs cibles et un calendrier pour parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050. C'est une bonne chose. Cela étant dit, le Conseil des ministres ne se contentera pas de promesses et a refusé de clore la procédure de surveillance comme le lui demandait la Suisse. Ainsi,

---

<sup>1</sup> [https://search.coe.int/cm/#{%22CoEIdentifiant%22:\[%220912594880282f39%22\],%22sort%22:\[%22CoEValidationDate%20Descending%22\]}](https://search.coe.int/cm/#{%22CoEIdentifiant%22:[%220912594880282f39%22],%22sort%22:[%22CoEValidationDate%20Descending%22]})



la Suisse reste soumise à la supervision du Conseil. Elle devra lui fournir un nouveau rapport sur sa politique climatique en 2026.

Le Comité des ministres, qui veut s'assurer que les mesures proposées seront mises en œuvre, a notamment demandé à la Confédération de mettre sur pied un organisme indépendant chargé de leur suivi.

### **Juridiction nationale**

Le Conseil a rappelé à la Suisse qu'elle doit doter ses juridictions des moyens de traiter les litiges climatiques. L'association Aînés pour le climat, qui avait initié la plainte pour action insuffisante de l'Etat, s'est vue déboutée par les instances suisses et a dû se tourner vers la CEDH pour que justice soit dite.

### **Budget carbone**

La Suisse n'a toujours pas mis en œuvre de manière crédible l'exigence centrale de la CEDH, à savoir un budget carbone compatible avec une limite de 1,5 °C. Elle doit aligner ses futures émissions carbone – son budget carbone national – sur le budget carbone encore disponible au niveau mondial pour respecter cette limite de réchauffement. Et prendre en compte la quantité d'émissions générées à l'étranger par ses importations.

### **Mettre en place de politiques de réduction cohérentes**

La stratégie climatique doit être adéquate et mise en œuvre en temps utile pour protéger la vie et la santé, notamment contre les canicules. La Suisse se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, et les efforts pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> restent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés par la loi et l'Accord de Paris.

### **Atteindre des objectifs climatiques**

La Cour a noté que la Suisse n'avait pas respecté ses objectifs passés. Elle exige désormais la mise en place de mesures effectives pour atteindre les objectifs que la Suisse s'est fixés (réduction de 50% d'ici 2030, neutralité carbone d'ici 2050). Selon Reto Burkard, sous-directeur de l'OFEV, qui dirige le domaine de direction Climat a notamment déclaré « je peux vous assurer que nous raterons nos objectifs climatiques pour 2030, et de loin »<sup>2</sup>. Ce constat

---

<sup>2</sup> <https://www.swissinfo.ch/fr/reduction-des-emissions/comment-la-mise-en-%C5%93uvre-de-la-l%C3%A9gislation-sur-le-climat-est-frein%C3%A9e-en-suisse/91078936>

a été confirmé par le rapport « Coup de projecteur sur le climat suisse 2026 » de l'Académie suisse des sciences<sup>3</sup>.

### **Un contrôle indépendant des résultats de la Confédération**

Autre exigence du Conseil des ministres : la création d'un organisme national indépendant chargé de vérifier si les objectifs de l'Accord de Paris sont effectivement atteints en Suisse.

### **La Suisse maintenue sous supervision de la CEDH**

La Suisse reste ainsi soumise à une supervision. Contrairement à ce qui est affirmé dans le rapport de majorité, la CEDH n'est pas satisfaite de la réponse de la Suisse suite à ses recommandations. Le prochain examen de la Suisse par le Comité des ministres est prévu pour décembre 2026. La mise en place d'un comité national chargé de surveiller et d'orienter la politique climatique conformément à l'arrêt sera un point central de cet examen.

### **Risque pour Genève**

La Suisse étant un Etat fédéral, de nombreuses politiques climatiques sont du ressort des cantons et pas de la Confédération. Il est donc pertinent que le Grand Conseil veuille s'assurer que l'autorité cantonale mette en œuvre les politiques qui lui permettront de faire sa part pour respecter les objectifs climatiques découlant de l'Accord de Paris par des mesures qui ne peuvent pas être prises uniquement à Berne.

Lors des travaux de la commission, la majorité des commissaires a malheureusement refusé d'auditionner un professeur de droit public de l'Université de Genève qui aurait pu renseigner la commission, et maintenant le Grand Conseil, au sujet de l'exposition du canton à un risque juridique.

Pour toutes ces raisons, la motion 3016 doit être votée pour transmission au Conseil d'Etat.

---

<sup>3</sup> [https://scnat.ch/fr/uuid/i/45b3d503-6636-5cd4-a4b9-82fd06e33b8f-Coup\\_de\\_projecteur\\_sur\\_le\\_climat\\_suisse\\_2026](https://scnat.ch/fr/uuid/i/45b3d503-6636-5cd4-a4b9-82fd06e33b8f-Coup_de_projecteur_sur_le_climat_suisse_2026)